

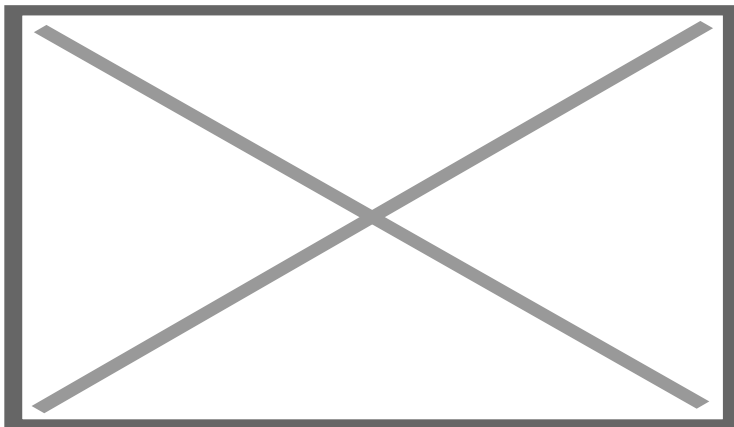
Après avoir défini Israël concernant Jérusalem, le gouvernement d'Albanese reconnaîtra-t-il la Palestine ?

Description

Par Matthew Knott, le 21 octobre, 2022

Exalté serait un mot trop fort. Mais Nasser Mashni, le vice-président de l'Australie Palestine Advocacy Network, a encouragé par trois mesures que le gouvernement Albanese a prises, depuis sa récente arrivée au pouvoir, pour modifier la position de l'Australie sur le conflit israélo-palestinien.

Si les deux premières n'ont guère attiré l'attention, la troisième a provoqué cette semaine une véritable tempête.

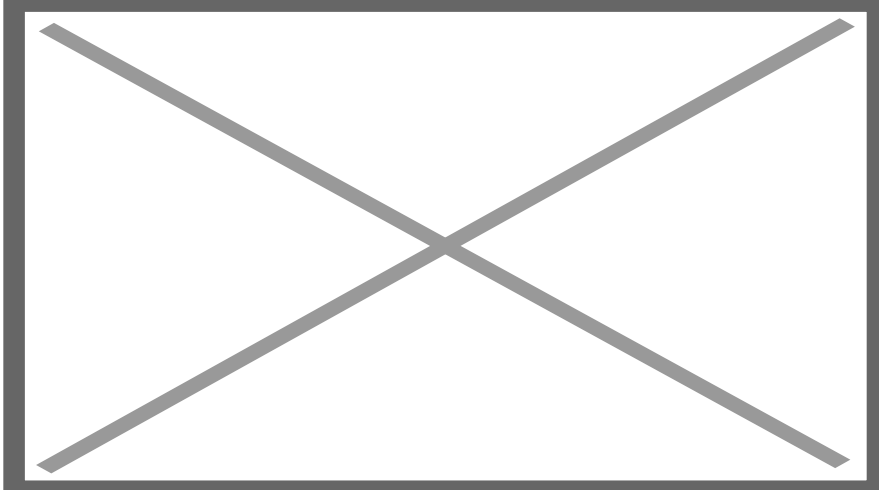


Le gouvernement Albanese pourrait-il reconnaître la Palestine ? Crédits : CHRIS HOPKINS

En juin, l'Australie a refusé d'ajouter sa signature à une déclaration sur Israël et les territoires palestiniens proposée aux Nations Unies par les États-Unis, signalant ainsi une position plus indépendante de la part du gouvernement nouvellement élu.

En septembre, la ministre des Affaires étrangères, Penny Wong, a annoncé que l'Australie doublerait la contribution de l'Australie à UNRWA, la UN Relief and Works Agency for Palestine Refugees, la portant de 10 à 20 millions de dollars. Des groupes juifs australiens ont critiqué cette décision, affirmant que l'Agence était rongée par la corruption et attisait la haine d'Israël.

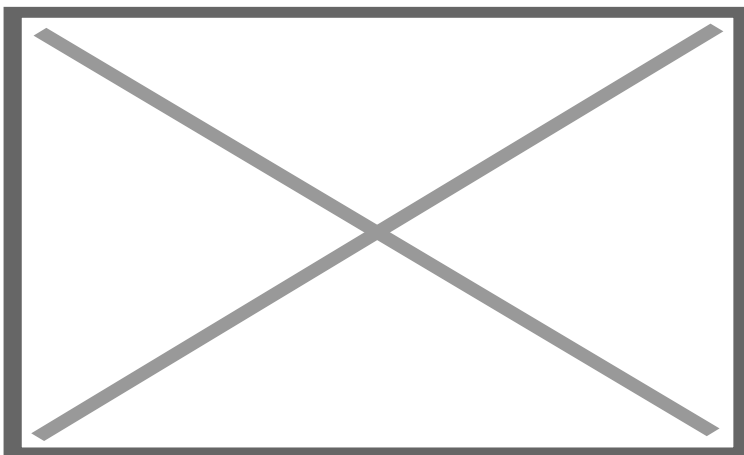
« L'Australie reste un fervent partisan d'une solution à deux États, dans laquelle Israël et un futur État palestinien coexisteraient dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières internationalement reconnues », avait alors déclaré Wong. « On ne pourra atteindre cet objectif en continuant de regarder le conflit israélo-palestinien à partir d'une perspective unique. »



Nasser Mashni, vice-président de l'Australia Palestine Advocacy Network, a salué la décision des travaillistes. Crédits : JUSTIN MCMANU

Puis, mardi, le gouvernement a annoncé qu'il ne reconnaîtrait plus Jérusalem-Ouest comme capitale d'Israël. Les travaillistes avaient promis en 2018 de revenir sur la décision du gouvernement Morrison de reconnaître Jérusalem-Ouest comme capitale, mais la question n'avait reçu que peu d'attention depuis. Ni les groupes pro-israéliens ni les groupes pro-palestiniens s'étaient imaginés que cela pourrait figurer parmi les priorités du gouvernement.

« Je pensais que cela finirait par arriver, mais je ne savais pas que cela arriverait cette semaine », expliqua Mashni, dont le père était un réfugié palestinien. « Je suis évidemment content que cela se soit produit, mais je suis déçu par tout le tapage autour de l'annonce. Je pense qu'il s'agit d'intimider le Parti travailliste et de empêcher de faire quelque chose de plus substantiel ».



Le Premier ministre israélien Yair Lapid s'est dit surpris par la décision « hâtive » du gouvernement à propos de Jérusalem-Ouest. Crédits : POOL VIA AP

Le Premier ministre israélien Yair Lapid, qui doit faire face à des élections dans deux semaines, a fustigé le gouvernement pour sa décision « hâtive », affirmant que « nous ne pouvons qu'espérer que le gouvernement australien va gérer les autres questions de manière plus

sérieuse et professionnelle ». L'ambassadeur d'Australie en Israël a été convoqué pour se faire rappeler l'ordre.

Les médias israéliens ont rapporté que leur gouvernement visait le long terme dans sa réponse, s'outrageant sur la question de Jérusalem-Ouest dans l'espoir d'empêcher le gouvernement Albanese de reconnaître un État palestinien.

« C'est la raison pour laquelle nous avons réagi si fortement et nous ne doutons pas que le message soit bien passé » a déclaré un responsable israélien au site d'information *Walla*.

Un ancien haut diplomate israélien a déclaré au site d'information *Ynet* que l'empêchement d'Australie de reconnaître la Palestine constituait une préoccupation majeure pour Israël.



Les responsables israéliens disent qu'ils espèrent que l'Australie ne reconnaitra pas la Palestine comme État indépendant. Crédits : GETTY IMAGES

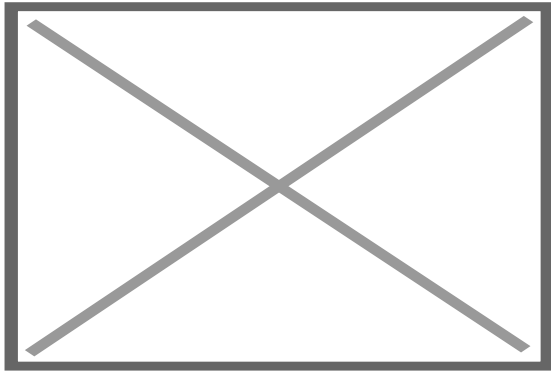
« Nous avons certes pris un coup avec la décision australienne [sur Jérusalem-Ouest] mais c'est peu de choses à côté de ce que serait la reconnaissance d'un État palestinien », a déclaré l'ancien diplomate. « Espérons que cela ne soit pas vers là que l'on se dirige. »

Mashni et ses collègues militants pro-palestiniens espèrent que c'est justement vers là que va le gouvernement. « Nous attendons avec impatience que le Parti travailliste honore son engagement, pris lors de deux conférences nationales antérieures, de reconnaître l'État de Palestine », a-t-il déclaré.

Lorsqu'on lui demande s'il est d'avis que le gouvernement suivra, il insiste : « C'est une évidence. Le Premier ministre et le Parti travailliste ont insisté sur la nécessité de tenir ses promesses » et il a promis de reconnaître la Palestine. »

Si le gouvernement devait reconnaître la Palestine avec un statut d'État, cela représenterait pour l'Australie une rupture significative avec ses plus proches alliés internationaux et intensifierait les divisions déjà présentes au sein du Parti travailliste propos de la question israélo-

palestinienne.



La ministre des Affaires Étrangères, Penny Wong, a introduit une motion lors de la conférence nationale du Parti travailliste l'année dernière appelant à la reconnaissance de la Palestine.

Actuellement, 138 des 193 États membres des Nations Unies reconnaissent la Palestine en tant qu'État une liste qui comprend presque tous les pays de l'Afrique, de l'Amérique du Sud et de l'Asie.

L'Australie fait actuellement partie des pays qui ne le reconnaissent pas, rejoignant en cela les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, le Japon, la Nouvelle-Zélande et d'autres.

Un porte-parole du ministère des Affaires Étrangères et du Commerce a déclaré :
« L'Australie ne reconnaît pas un État de Palestine. Nous continuons d'appeler toutes les parties à reprendre les négociations en vue d'une solution juste et durable à deux États. »

Lors de la conférence nationale travailliste de 2018, le parti a adopté une motion appelant le prochain gouvernement travailliste à reconnaître la Palestine en tant qu'État. Lors de sa conférence nationale l'année dernière, le Parti travailliste a intégré la résolution dans sa plate-forme officielle, affirmant que le Parti « attend ce que cette question soit une priorité importante pour le prochain gouvernement travailliste ».

La résolution a été présentée par Penny Wong, une dirigeante de l'aile gauche du Parti qui est maintenant ministre des Affaires Étrangères. Elle a été soutenue par Tony Burke, personnage clef de l'aile droite du Parti travailliste NSW (représentant parlementaire du New South Wales (Nouvelle-Galles du Sud)), et un des plus ardents défenseurs du Parti travailliste pour la Palestine.

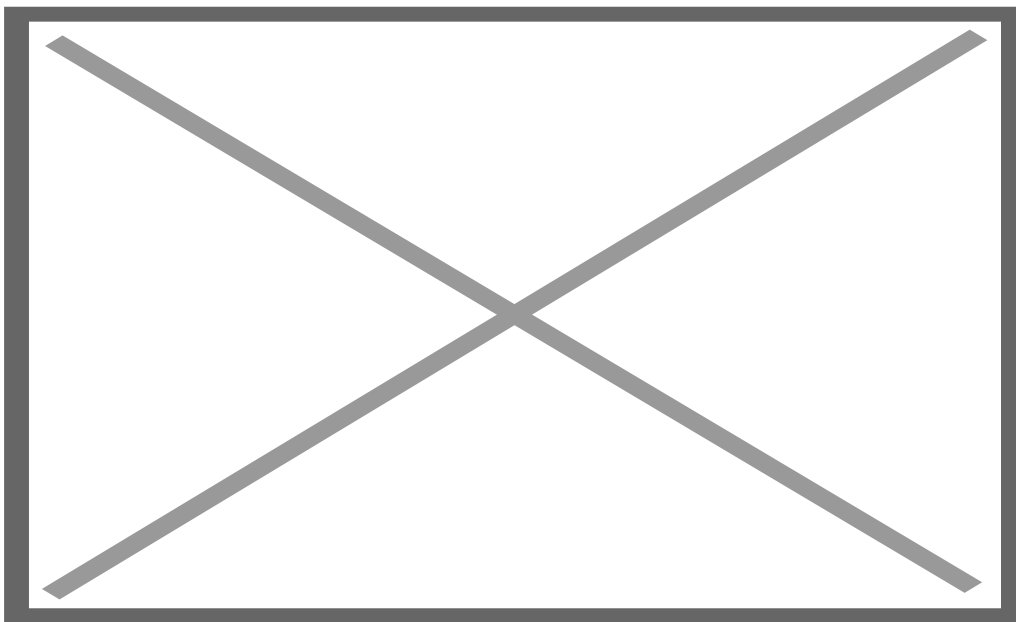
Auparavant, les opinions sur Israël et la Palestine suivaient en grande partie des lignes de partage au sein du Parti travailliste. L'aile droite était plus disposée à favoriser Israël et l'aile gauche, la Palestine.

Cette ligne de fracture est estompée ces dernières années, en particulier dans la droite travailliste du NSW. Bob Carr, l'ancien premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud (NSW), incarne ce changement de position à lui qui a contribué à la création des Amis travaillistes

dâ??IsraË«l dans les annÃ©es 1970, mais qui est aujourdâ??hui, parmi les travaillistes, lâ??un de ses critiques les plus vifs Ã lâ??Ã©gard dâ??IsraË«l.

Ã« IsraË«l avait un gouvernement travailliste, IsraË«l semblait faÃ§onnÃ© par la social-dÃ©mocratie Ã», dit Carr Ã propos de son soutien initial. Ã« La question nâ??est plus la mÃªme. DÃ©sormais, il ne sâ??agit plus de ce que vous pensez dâ??IsraË«l mais de ce que vous pensez dâ??une occupation israÃ©lienne interminable en Cisjordanie par un gouvernement de droite de plus en plus nationaliste. Ã»

Carr ajoute que câ??est aussi un Ã« simple fait Ã» que de nombreux dÃ©putÃ©s travaillistes de lâ??ouest de Sydney reprÃ©sentent des Ã©lectorats comptant un grand nombre dâ??Ã©lecteurs issus du Moyen-Orient avec des opinions pro-palestiniennes.



Bob Carr a menÃ© une rÃ©volte contre Julia Gillard, alors Premier ministre, Ã propos de la politique israÃ©lienne alors quâ??il Ã©tait ministre des Affaires Ã©trangÃ©res.

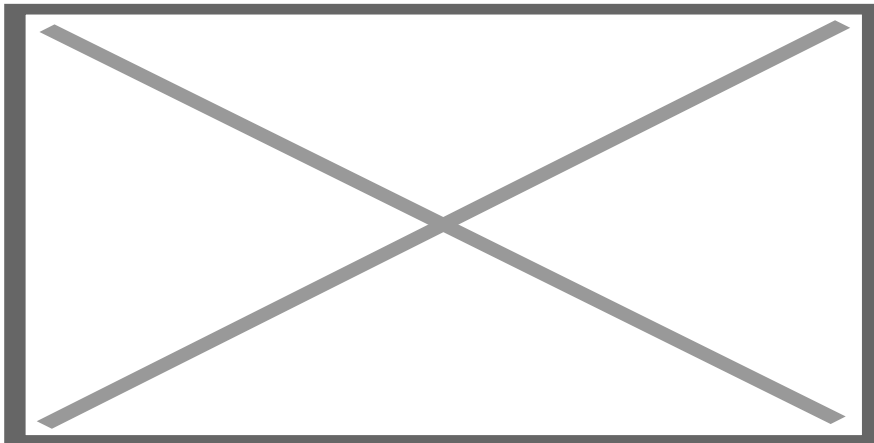
En 2012, Carr et dâ??autres membres de la droite travailliste NSW ont menÃ© une rÃ©volte ministÃ©rielle contre Julia Gillard, la contraignant Ã sâ??Ã©loigner dâ??un mouvement qui faisait pression pour voter contre lâ??octroi aux Territoires palestiniens dâ??un siÃ©ge aux Nations Unies. Lâ??Australie sâ??est finalement abstenue lors du vote.

Les forces travaillistes pro-israÃ©liennes sont dÃ©sormais concentrÃ©es au sein de la droite Victorienne (il sâ??agit de lâ??Ã©tat de Victoria), dans un regroupement associÃ© au procureur gÃ©nÃ©ral Mark Dreyfus, au dÃ©putÃ© de Melbourne Josh Burns, et Ã lâ??ancien dÃ©putÃ© Michael Danby.

Dreyfus a dÃ©clarÃ© aprÃ¨s la confÃ©rence nationale du Parti en 2021 que Ã« le Parti travailliste ne sâ??est pas engagÃ© Ã reconnaÃ®tre un Ã©tat palestinien Ã» et quâ??un futur gouvernement aurait suffisamment de marge pour forger ses propres dÃ©cisions.

La plate-forme du Parti nâ??est pas contraignante pour le Parti parlementaire et toute dÃ©cision sur la crÃ©ation dâ??un Ãtat palestinien relÃ©verait en fin de compte du cabinet ministÃ©riel.

Le co-directeur gÃ©nÃ©ral du Conseil exÃ©cutif de la communautÃ© juive australienne, Alex Ryvchin, a dÃ©clarÃ© que reconnaÃ®tre la Palestine serait Ã« un acte purement symbolique et reviendrait Ã une Ã©niÃªme attaque contre IsraÃ«l qui nâ??amÃ©liorerait pas matÃ©riellement la vie des Palestiniens Ã».



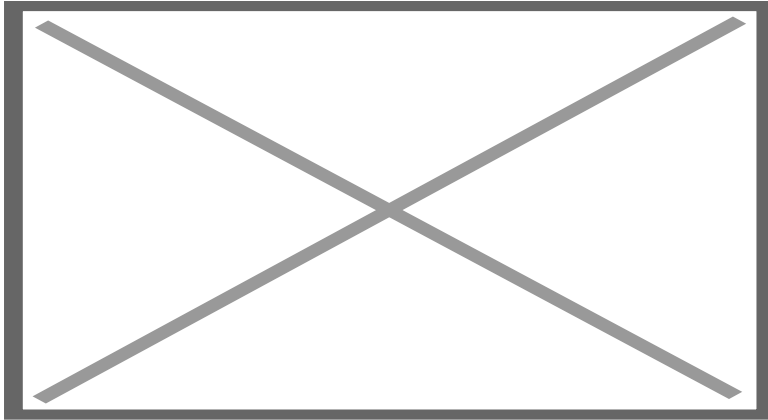
Le Premier ministre Anthony Albanese est un partisan de longue date des droits des Palestiniens.

Ã« Tout comme JÃ©rusalem est la capitale dâ??IsraÃ«l, les Territoires palestiniens ne remplissent pas les conditions requises pour devenir un Ãtat Ã», dit-il. Ã« (De tels actes) ne reconnaÃ®traient quâ??une fausse rÃ©alitÃ©. Ã»

Le Premier ministre Anthony Albanese est un partisan de longue date des droits des Palestiniens et, au cours de sa carriÃ¨re parlementaire, a rÃ©guliÃ¨rement critiquÃ© le comportement dâ??IsraÃ«l dans les Territoires occupÃ©s.

Il a cependant Ã©tÃ© un ardent opposant au Ã« mouvement boycott, dÃ©sinvestissement et de sanctions Ã» (BDS) contre IsraÃ«l.

Lors dâ??un Ã©vÃ©nement Zoom avec la communautÃ© juive lâ??annÃ©e derniÃ¨re, Albanese a dÃ©clarÃ© que le Parti travailliste agirait avec prudence sur la question de la reconnaissance dâ??un Ãtat palestinien.



Les manifestants pro-Palestiniens prÃ©voient dÃ©intensifier leurs actions militantes aprÃ©s les prochaines Ã©lections de l'Ã©tat de Victoria et de la Nouvelle-Galles du Sud.
CrÃ©dits : MEHREEN FARUQI/TWITTER

« Nous n'entreprendrons aucune action sans consulter les organisations et les nations concernÃ©es Ã tous les niveaux, y compris la communautÃ© juive en IsraÃ«l et ailleurs, et la communautÃ© palestinienne », a-t-il dÃ©clarÃ©.

Certains dÃ©fenseurs de la cause palestinienne prÃ©voient dÃ©intensifier le lobbying pour la crÃ©ation d'un Ã©tat dans la seconde moitiÃ© de l'annÃ©e prochaine, Ã la suite des Ã©lections d'Ã©tat Ã Victoria et en Nouvelle-Galles du Sud.

D'autres pensent que toute dÃ©cision sera l'affaire d'un second mandat d'Albanese, en particulier suite Ã la rÃ©action israÃ©lienne Ã la dÃ©cision de cette semaine sur JÃ©rusalem-Ouest.

Trad. M.B pour l'Agence MÃ©dia Palestine

Source : [The Sidney Morning Herald](#)

date crÃ©Ã©e
2022/10/24